

Il y a 6 ans, sur la zone humide de Sivens l'État a tué.

Ce 26 octobre Rémi aurait eu 27 ans.

Avant tout, nous sommes ici aujourd'hui en solidarité envers les parents de Rémi qui se battent depuis six ans pour que justice lui soit rendue.

Mais nous sommes aussi ici en mémoire de toutes les victimes des violences d'État :

- gazé.e.s et matraqué.e.s,
- énucléé.e.s, mutilé.e.s, humilié.e.s,
- jugé.e.s et emprisonné.e.s pour l'exemple,
- tué.e.s comme Rémi.

Nous sommes aussi ici pour empêcher que l'État ne réalise son projet : creuser un barrage sur les lieux même de la mort de Rémi.

Nous sommes aussi ici parce que l'heure n'est plus au gaspillage de l'eau mais à la conversion de l'agriculture à l'agroécologie.

Les territoires que nous habitons sont nos biens communs ! Ils n'appartiennent pas plus à nos élus qu'aux lobbys de l'eau ou de l'agrobusiness. Nous les mettons sous notre protection !

Faisons de cette journée de commémoration une journée de luttes.

Dimanche 25 octobre 2020 :

- 11h30 rendez-vous sur le parking de Pique Rouge pour se rendre à la maison forestière.
- 12h00, pique nique sorti du sac à la maison forestière de Sivens.
- 13h30 prises de paroles :
 - une intervention portera sur les violences policières ;
 - L'autre évoquera le projet de méga scierie de Lannemezan qui prévoit la coupe à blanc de forêts entières.
- 14h00 nous nous rendrons en cortège vers la zone humide pour un hommage à la mémoire de Rémi qui sera suivi d'une déambulation botanique.

Appel à souvenirs.

Au cours de la déambulation, nous invitons toutes les personnes qui le souhaitent à dire, lire, faire lire un souvenir qui les a particulièrement marquées au cours de toutes ces années de combat. La courte intervention pourrait prendre la forme du « Je me souviens... » de G. Perec.

Et bien sûr, la journée devra se dérouler dans le respect des geste barrières. N'oubliez pas vos masques.

Manifeste des « *Habitant·e·s d'ici ou d'ailleurs* »

Nous sommes des *Habitant·e·s d'ici et d'ailleurs* et nous gardons en mémoire :

- les mensonges de nos élus,
- les conflits d'intérêt,
- les violences de la gendarmerie,
- les violences des milices pro-barrage protégées par la gendarmerie,
- le saccage de la forêt de Sivens,
- la destruction de la quasi totalité de la zone humide du Testet,
- la mort d'un jeune militant écologiste.

Cinq ans plus tard un nouveau projet de barrage "redimensionné" fait son apparition. Et six ans plus tard, nous nous mobilisons une nouvelle fois contre ce système économique-politique qui, avec la complicité des élus, brade le bien commun aux intérêts privés fût-ce au prix de la vie sur Terre.

Aujourd'hui comme hier nous leur disons non !

Mais nous ne disons pas seulement non à un barrage, qu'il soit sur la zone humide ou plus loin.

Nous disons non à un modèle agricole gros émetteur de gaz à effet de serre, fournisseur d'une nourriture de moins en moins saine, destructeur de notre environnement ainsi que des femmes et des hommes qui le pratiquent (tous les deux jours, un.e agriculteur·rice se suicide).

Nous refusons que, dans la situation de crise climatique aiguë dans laquelle nous sommes plongés, quelques personnages s'arrogent le droit de disposer d'un territoire qui ne leur appartient pas pour permettre à ce modèle de perdurer et de poursuivre sa destruction systématique de nos écosystèmes.

Un autre choix est possible et nécessaire.

Nous militons pour que nos décideurs organisent enfin la conversion à l'agroécologie de nos agriculteur·ice·s locaux.

Nos élus se grandiraient en utilisant une partie de la dizaine de millions qu'ils sont prêts à engloutir dans leur projet insensé pour former et accompagner (techniquement et financièrement) les agriculteur·rice·s du territoire à des pratiques culturelles respectueuses du sol, de notre environnement et de la santé des consommateurs. Ces techniques existent, elles sont déjà mises en œuvre avec succès par un nombre de plus en plus important d'exploitant·e·s agricoles. Aucune compromission n'est acceptable !

Habitant·e·s d'ici et d'ailleurs